

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 119 / 28 juin 2012



EMPLOI, SALAIRES

Les craintes de la CGT, exprimées pendant la campagne électorale, étaient hélas fondées.

Les annonces de suppressions d'emplois s'accumulent. C'est Peugeot-Citroën qui envisage de fermer les sites d'Aulnay-sous-Bois et Rennes, Air France qui veut supprimer 5000 emplois, Hewlett Packard également... Au total la CGT a recensé au moins 45 000 emplois menacés à court terme dans l'industrie, les services et le commerce.

A la DGFIP, la saignée du 1er septembre (29 emplois en Loire Atlantique, 2 543 au niveau national) va aggraver la situation, et, mise à part l'éducation nationale, le discours du nouveau gouvernement ne rassure pas sur ce point.

Côté salaires, on ne peut que dénoncer la timidité du gouvernement.

2% d'augmentation au 1er juillet n'aidera pas les smicards à vivre décemment. Ni les collègues C et B en début de grille que le smic va rattraper.

Et puis, ce qu'il y a d'inquiétant pour nous, c'est l'argumentaire :

« Une forte augmentation du smic mettrait aussi à mal les finances de l'Etat, avec ses répercussions sur la masse salariale de la fonction publique au sens large (Etat, collectivités, hôpitaux) – quelque 890 000 agents sont au niveau du salaire minimum » (1er juin, forum BFMTV/RMC).

On espérait révolue cette pratique consistant considérer les fonctionnaires comme une charge insupportable.

Eh bien non, Monsieur AYRAULT ! L'économie et le social ne se séparent pas, et on ne peut pas ménager à la fois la chèvre et le chou, le patronat et les salariés, la finance et les citoyens. Il va falloir choisir son camp.

Vous en aurez très bientôt l'occasion : la conférence sociale que vous avez convoquée les 9 et 10 juillet.

Mais, pour cela, il va falloir rompre avec le prêt-à-penser libéral.

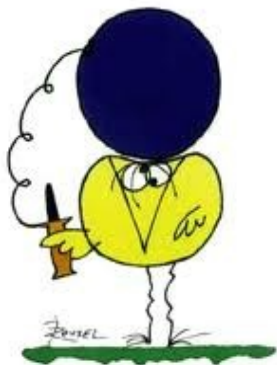
FLOP !

L'expérimentation de la numérisation des déclarations de revenus a tourné en eau de boudin.

Nos camarades « expérimentés » du Val d'Oise nous l'expliquent :

Comme sur les dépliant publicitaires, tout était alléchant : plus de saisie fastidieuse et donc plus d'objectif de 95% de saisie pour le 12 juillet, mais du temps libéré pour renseigner les contribuables (finis les mails sur la balf ou les messages GAIA virant au rouge critique par exemple...), mettre à jour la taxe d'habitation, se consacrer au contrôle, traiter le contentieux et le gracieux au jour le jour...

Les devises Shadok



EN ESSAYANT CONTINUUELLEMENT
ON FINIT PAR RÉUSSIR. DONC :
PLUS ÇA RATE, PLUS ON A
DE CHANCES QUE ÇA MARCHE.

Bref, une campagne apaisée, que du bonheur...

Sauf que l'hypothèse de départ de la DG, c'était un taux ridicule de 6% de déclarations à « retraiter » dû aux anomalies et situations particulières.

Au passage, on notera que cela dénote une méconnaissance consternante du rôle des agents lors de la saisie des déclarations, ou une forme de discrédit sur leur travail qu'une machine pourrait aisément remplacer.

Ne voyant rien venir, leurs écrans d'ordinateur ne reflétant que le néant et le vide sidéral, les agents se doutaient bien qu'il y avait anguille sous roche.

Mais les directeurs d'expliquer, imperturbables que le dérapage ne concernait que le calendrier.

Et puis, après de multiples tergiversations pour ne pas l'admettre, tout est stoppé, le test est un échec cinglant.

Ce n'est pas notre faute... On ne savait pas... L'année prochaine on sera au top... etc... La DG justifie ses bourdes mais ne s'avoue jamais vaincue !

En attendant, il va falloir saisir les déclarations, mais promis, juré, sans remettre en question les plans de congés, sans pression sur les horaires, sans objectif de pourcentage de saisie... et en mettant à contribution les collègues des Établissements de Services Informatiques (DISI) formés en 2 jours pour l'occasion.

Soit les délais sont respectés avec une saisie bâclée et du contentieux à la clé, soit c'est un report de la sortie des rôles générant réception et communications téléphoniques supplémentaires...

Le point commun ce sera des conditions de travail encore plus dégradées.

NB : On est naturellement pas dupes des intentions réelles de la DG au travers de cette expérimentation. Les expériences passées (téléIR, télé-Tva, télé@cte) ont toujours démontré que cela se termine par des suppressions d'emplois.

MUTATIONS / AFFECTATIONS

Le calendrier des CAP locales est cette année particulièrement tardif pour toutes les catégories... et fluctuant.

Incertitudes pour les collègues, agenda difficilement gérable et conditions de préparation difficiles pour les élus et les collègues de la RH : la coupe n'est pas loin d'être pleine.

Le point à ce jour :

3 juillet : catégorie C filière fiscale et catégorie A filière gestion publique

5 juillet : catégories B et C filière gestion publique

10 juillet : catégorie A filière fiscale

12 juillet : catégorie B filière fiscale

Pour prendre au besoin contact avec un-e élu-e CGT, rendez vous sur le site local accessible par Ulysse 44 (rubrique « contacts ») ou par le lien suivant :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/44/>

DEMIE-PORION ?

Les collègues handicapés comptent-ils autant que les autres ? On peut se poser la question quand la DG convoque (le 30 mai) un groupe de travail annuel sur le handicap... sur une demie-journée !

Toutes les organisations syndicales ont dénoncé ce laps de temps insuffisant. A l'arrivée, une journée entière n'a pas suffi à examiner l'ensemble des thèmes.

Le compte-rendu est en ligne sur notre site national :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/>

La CGT ne saurait se contenter d'une politique d'affichage dans ce domaine.

Elle a rappelé son attachement à un recrutement par concours dans des conditions adaptées, et son opposition au recrutement de contractuels dont les droits sont différents de ceux des agents recrutés par concours. Il y a là discrimination. Et cette discrimination s'affiche ouvertement, avec un numéro DGFIP différent, donc immédiatement repérable. La CGT a demandé une immatriculation de droit commun pour tous les contractuels.

Voilà qui aurait été un bon exemple à traiter dans le récent stage « discrimination » que nous avons tous suivi.

HMI

La CGT va à votre rencontre le 5 juillet à la Trésorerie d'Aigrefeuille et celle de Clisson